



Communiqué de presse

Communications Nouveau-Brunswick

Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick

Déclaration - Semaine de sensibilisation à la situation des personnes handicapées (07/05/28)

NB 657

le 28 mai 2007

FREDERICTON (CNB) - Voici la déclaration faite par le président de la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, Gordon L. Porter, à l'occasion de la Semaine de sensibilisation à la situation des personnes handicapées :

« La Semaine de sensibilisation à la situation des personnes handicapées débute ce dimanche 27 mai pour se poursuivre jusqu'au samedi 2 juin. Le Conseil du Premier ministre sur la condition des personnes handicapées et ses partenaires ont organisé des activités spéciales pour souligner cette semaine.

Je suis particulièrement heureux que le thème de cette année soit " Sensibilisation aux handicaps - Éducation pour tous ", étant donné que l'accès à l'éducation pour les personnes handicapées est un sujet important comportant plusieurs aspects des droits de la personne.

L'aspect envers lequel j'ai été le plus intimement lié cette année a été l'intégration, c'est à dire l'insertion des personnes ayant un handicap physique ou mental dans les classes régulières, et le Nouveau-Brunswick a été un pionnier en la matière.

Les avantages de l'intégration, du point de vue éducatif, ont été bien établis, mais l'intégration n'est pas simplement une question pédagogique. Dans la plupart des cas, elle est légalement exigée par la *Loi sur l'éducation* et la jurisprudence en matière de droits de la personne.

Un des avantages de l'intégration est sa capacité de satisfaire les besoins sociaux des élèves et étudiants handicapés. Cependant, cet avantage ne peut être pleinement réalisé que lorsque ces derniers se sentent acceptés et appréciés au lieu d'être harcelés ou brimés. Encore une fois, il s'agit d'une question relative aux droits de la personne. Tous les étudiants ont légalement le droit d'être exempts de tout harcèlement et de toute brimade en raison de leur handicap et d'autres motifs énoncés dans la *Loi sur les droits de la personne*. Les établissements d'enseignement peuvent être tenus responsables s'ils omettent de faire respecter ces dispositions.

Un des points majeurs en matière de droits de la personne aujourd'hui est l'obligation d'adaptation, c'est-à-dire l'obligation d'éviter tout effet discriminatoire relié aux directives, aux pratiques, aux installations et au matériel. Cette obligation devient applicable de nombreuses façons en ce qui concerne les étudiants handicapés, allant des rampes d'accès pour les fauteuils roulants aux aides-enseignants, en passant par la souplesse dans l'application des directives relatives aux présences et à la discipline.

Ce sont tous là des points importants et la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick a travaillé à l'élaboration d'une ligne directrice qui les abordera. Celle-ci devrait être dévoilée dans les mois à venir. Nous prévoyons consacrer un effort considérable pour sensibiliser les éducateurs et les parents à la responsabilité qui incombe à la société d'intégrer les enfants ayant un handicap dans nos écoles et nos collectivités.

Beaucoup a déjà été fait pour améliorer les possibilités d'éducation pour les étudiants handicapés et je m'en voudrais de ne pas reconnaître et saluer le travail acharné des enseignants et des leaders en éducation qui ont rendu cela possible.

Pendant la Semaine de sensibilisation à la situation des personnes handicapées, nous devons reconnaître nos accomplissements mais aussi nous engager à faire encore mieux dans l'avenir. On peut compter sur la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick pour participer à cet effort. »

2007-05-28

PERSONNE-RESSOURCE : Francis Young, Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, 506-453-2308 ou 1-888- 471-2233; site Web : <http://www.gnb.ca/hrc-cdp/f/index.htm>.

2007-05-28

Communications Nouveau-Brunswick
Courrier électronique | Coordonnées | Décharge | Déclaration de confidentialité